

[Text]

It is the first year and I doubt we'll know exactly how this thing is going to shake out until probably at least the first quarter of 1992. Trying to suggest what will be returned or not returned in terms of what Agriculture might have expected, I think, would be anybody's guess at this time.

Mr. Brightwell (Perth—Wellington—Waterloo): I, too, welcome you here today. I must say I think the whole Canadian Federation of Agriculture is here today. In fact, I was late coming here because I was meeting with another group. I can see still more behind you there today.

I was really interested to hear that B.C. has a definition of a bona fide farmer. I'd be kind of interested if you could outline that.

Mr. Brown: In order to qualify for the card you have to have farm gate receipts, and I believe it's defined under the assessment authority for the province. It is \$2,500 a year gross receipts. You have to either be able to produce a legal description of property owned or property leased in your agricultural endeavour. There are other criteria but those are the two most important.

Mr. Brightwell: It's a very liberal definition. Like most of our other definitions, it doesn't apply to people who I would call full-time farmers, quite obviously. It could be somebody in Ontario with a corn patch almost.

Mr. Brown: Well, there are other criteria that we have suggested from our federation perspective because we have to be able to consider the beginning farmer. A tremendous amount of them are not full-time farmers. If you present a business plan that shows that you're going to become a full-time farmer one day, you're in as long as there isn't a wreck. That's where we get into the debate. We had a resolution at our convention to raise it to \$10,000 and it didn't succeed; it failed.

Mr. Brightwell: While we were building up toward the GST in discussions with business people, they were delighted that finally they were going to have a tax where everybody would be charged the tax and there would be no exemptions. Of course, then we came along and treated farmers this way, which I agree with. But I want to make the point that if you are exempt, you push the bookwork back onto the seller and they are not terribly impressed with that. I guess that's just a comment. We get that from the people selling to exempt people. They consider it a real hazard to try to keep their books straight once they get into that kind of selling.

I'll slip along to another topic, if I may. I'm hearing some of my farm constituents saying that there's nothing to the bookkeeping. It's very quick. Others say it's a tremendously demanding process, and I'm sure it's got to be. But I'm wondering if in the farming industry there's a whole pile of inefficient bookkeeping being taught to farmers. I'm not blaming the farming people here; I'm blaming the consultants or whoever is telling them how. I'm wondering if

[Translation]

Mais c'est la première année et je doute fort que nous sachions exactement comment tout cela va tourner avant le premier trimestre de 1992, à tout le moins. Il me semble que personne ne peut savoir si les effets escomptés sur l'agriculture se concrétiseront ou non.

M. Brightwell (Perth—Wellington—Waterloo): Je voudrais vous souhaiter moi aussi la bienvenue. On dirait que toute la Fédération canadienne de l'agriculture est ici aujourd'hui. En fait, je suis arrivé tard parce que j'ai rencontré un autre groupe, et je m'aperçois qu'il y a encore d'autres membres derrière vous dans la salle.

J'aimerais vraiment savoir comment la Colombie-Britannique définit les vrais agriculteurs. Pourriez-vous nous donner des précisions à ce sujet?

M. Brown: Pour avoir droit à la carte, il faut avoir des recettes provenant de la production agricole; je pense que le montant de ces recettes est défini par l'organisme responsable de l'évaluation pour la province; il s'établit à 2,500\$ par année de recettes brutes. L'agriculteur doit en outre être en mesure de produire une description juridique de la propriété qu'il possède ou qu'il loue pour son exploitation agricole. Il y a d'autres critères, mais ces deux-là sont les plus importants.

M. Brightwell: C'est une définition très libérale. Comme la plupart de nos autres définitions, elle ne s'applique pas de toute évidence à des gens que je qualifierais d'agriculteurs à plein temps. Elles pourraient presque convenir à n'importe quel propriétaire d'un champ de maïs en Ontario.

M. Brown: Eh bien, la Fédération a suggéré d'autres critères parce qu'il faut pouvoir tenir compte des agriculteurs débutants. Il y en a beaucoup qui ne font pas d'agriculture à plein temps. Mais s'ils présentent un plan d'entreprise démontrant qu'ils vont devenir agriculteurs à plein temps plus tard, ils devraient être inclus jusqu'à ce que la situation se gâte. C'est là que nous sommes intervenus dans le débat. Nous avons présenté une résolution à notre congrès pour que le montant soit porté à 10,000\$, mais cette résolution n'a pas été adoptée.

M. Brightwell: Quand nous avons discuté de la mise en vigueur future de la TPS avec les gens d'affaires, ils étaient très heureux de voir qu'il y aurait enfin une taxe d'application générale dont personne ne serait exempté. Mais, bien sûr, nous avons ensuite décidé de réserver un traitement particulier aux agriculteurs et je suis d'accord là-dessus. Mais je vous signale que, si vous êtes exempté de la taxe, c'est le vendeur qui doit s'occuper de la paperasserie, ce qui ne l'intéresse pas tellement. C'est un simple commentaire que nous font les gens qui vendent à des personnes exemptées. Les vendeurs trouvent qu'il est très difficile de tenir leurs livres convenablement une fois qu'ils commencent à vendre à cette catégorie d'acheteurs.

Je vais maintenant passer à un autre sujet, si vous me le permettez. Certains agriculteurs de ma circonscription trouvent que la comptabilité est extrêmement simple et très rapide. D'autres disent que c'est un processus extrêmement exigeant et je suis sûr que c'est le cas. Mais je me demande si l'on n'enseigne pas aux agriculteurs toutes sortes de méthodes comptables inefficaces. Je ne blâme pas les agriculteurs eux-mêmes, mais bien les experts-conseils ou